

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE****Séance du mardi 16 décembre 2025**

Nombre de membres en exercice : 27

Nombre de présents : 20

Nombre de votants : 25

Date de la convocation : 8 décembre 2025

L'an deux mille vingt cinq, le seize décembre à 14 h 30, les membres de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes se sont réunis en session ordinaire dans la salle de conférence de la Communauté de Communes du Bassin de Marennes, 24 rue Dubois-Meynardie à Marennes-Hiers-Brouage, sous la présidence de Monsieur Patrice BROUHARD.

Présents :

Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Jean-Marie PETIT (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Joël PAPINEAU (Saint-Sornin), Monsieur François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Alain BOMPARD (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Mariane LUQUÉ (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Claude BALLOTEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Catherine BERGEON (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Louis BERTHÉ (Bourcefranc-Le Chapus), Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Ingrid CHEVALIER (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Jean-Pierre FROC (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Richard GUÉRIT (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Frédérique LIÈVRE (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Philippe LUTZ (Marennes-Hiers-Brouage), Monsieur Jean-Pierre MANCEAU (Saint-Just-Luzac), Monsieur Philippe MOINET (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Michelle PIVETEAU (Marennes-Hiers-Brouage), Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua)

Absents ayant donné pouvoir :

Monsieur Guy PROTEAU (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur François SERVENT (Nieulle-sur-Seudre), Monsieur Jean-Lou CHEMIN (Saint-Just-Luzac) : pouvoir à Monsieur Patrice BROUHARD (Le Gua), Monsieur Stéphane DELAGE (Le Gua) : pouvoir à Madame Béatrice PRÉVOST (Le Gua), Madame Sabrina HUET (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Philippe BIARD (Bourcefranc-Le Chapus), Madame Patricia PARIS (Bourcefranc-Le Chapus) : pouvoir à Monsieur Jean-Marie BERBUDEAU (Bourcefranc-Le Chapus)

Absents :

Monsieur Joël CHAGNOLEAU (Le Gua), Madame Ghislaine LE ROCHELEUIL-BÉGU (Saint-Just-Luzac)

Secrétaire de séance : Monsieur François SERVENT

Subvention au titre de la mise à disposition des services supports de la CCBM au profit du CIAS*Finances*

Monsieur Patrice BROUHARD, Président, expose :

Depuis 2018 et par suite du transfert au Centre Intercommunal d'Action Sociale de la compétence « Action sociale d'intérêt communautaire », certains services supports de la Communauté de Communes sont mutualisés entre les deux structures.

Au regard de l'organisation mise en place, la Communauté de Communes du Bassin de Marennes a mis à disposition, sur l'année 2025, les agents suivants, auprès du Centre Intercommunal d'Action Sociale, sur la base de leur temps de travail hebdomadaire :

- Le directeur général des services, à raison de 20% (services Petite enfance – Enfance – Jeunesse) ;
- La responsable des assemblées et de l'administration générale, à raison de 20% ;
- La directrice des ressources humaines, à raison de 20% ;
- Le responsable des finances, à raison de 15% ;
- Le gestionnaire des ressources humaines (paie – santé – protection sociale – formation), à raison de 60% ;
- Le chargé de communication, à hauteur de 10 %.

Le montant estimé de cette mise à disposition est d'environ 115 000 € pour l'année 2025. Dans un objectif de mutualisation et de transparence, il est proposé d'une part de verser une subvention de 115 000 € au CIAS, et d'autre part de solliciter le versement du même montant par le CIAS à la CCBM. Le coût de cette mise à disposition de personnel sera ainsi neutralisé.

LE CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Après avoir entendu l'exposé du Président,

DÉCIDE

- d'autoriser le Président à verser, d'une part, une subvention de 115 000 € au Centre Intercommunal d'Action Sociale et, d'autre part, de solliciter le versement de ce même montant à la CCBM afin de neutraliser le coût de la mise à disposition de personnel.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Pour : 25

Contre : 0

Abstention : 0

Pour extrait conforme au registre des délibérations

La présente délibération est susceptible de faire l'objet d'un recours dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa transmission au contrôle de légalité. Le recours gracieux doit être adressé à l'autorité signataire ; le recours contentieux peut être adressé directement au Tribunal Administratif de Poitiers et saisi par le biais du site internet www.telerecours.fr

Le Président

Monsieur Patrice BROUHARD



Le Secrétaire de séance

Monsieur François SERVENT

